



**COMPTE-RENDU
CAPL DU 24 JUILLET 2012
MOUVEMENT LOCAL
MUTATIONS AU 1^{ER} SEPTEMBRE FILIERE FISCALE
AFFECTATION DES AGENTS B**

DECLARATION LIMINAIRE

Au terme de cinq années de mise en place de réformes régressives menées sous l'égide de la RGPP et dont la fusion DGI-DGCCP se voulait emblématique, notre administration en ressort considérablement affaiblie tant du point de vue de l'exercice de ses missions que des moyens en emplois pour les accomplir pleinement et des conditions de vie au travail des agents.

Le nouveau gouvernement doit mettre un terme à la RGPP, à la casse de l'emploi, au démantèlement des services publics, impulser une nouvelle politique salariale, abroger les mesures anti-sociales entérinées dans la dernière période, notamment par une autre répartition des richesses au service du développement humain durable.

Car l'actuelle conséquence de cette désastreuse politique est la vacance de trop nombreux postes de contrôleurs dès le 1^{er} septembre prochain. Ce sont les conditions de vie et de travail des agents qui vont se dégrader, ainsi que la qualité des missions de service public.

Si les effectifs de cette catégorie ne connaissent pas de diminution globale comme la catégorie C, faute d'un recrutement suffisant de contrôleurs, les statistiques affichent une situation déficitaire de 500 emplois non pourvus. De plus, ces chiffres ne prennent pas en compte les agents actuellement à temps partiel et mutés, qui sont comptés à temps complet. Selon une évaluation globale, cela représente l'équivalent d'une centaine d'agents à ajouter à ce déficit.

La conséquence de cette désastreuse politique de l'emploi sera les trop nombreux postes de contrôleurs qui resteront vacants le 1er septembre prochain. Ce sont aussi des centaines de mutations possibles qui ne seront pas offertes aux agents avec toutes les conséquences sociales liées à leur situation personnelle. Les conditions de vie et de travail des agents se dégradent, ainsi que la qualité des missions de service public.

Pour la CGT Finances Publiques, c'est une conséquence immédiate des politiques d'emploi menées ces dernières années. Nous réitérons la demande présentée depuis plusieurs années en CAP de mutations et rappelée lors des précédentes CAP de 2012. La CGT exige le recrutement dans les plus brefs délais de tous les agents figurant sur les listes complémentaires des concours et plus généralement l'élargissement des recrutements pour couvrir tous les emplois vacants, y compris la compensation du temps partiel.

Dans le Val de Marne, deux CTL (7 novembre 2011 et 19 janvier 2012) ont acté une restructuration des services FI au 1er septembre 2012, avec des transferts d'emplois B entre les résidences. Là encore, aucune disposition n'a été prise pour gérer l'impact de cette décision sur les affectations prononcées en CAPN. De ce fait, nous allons affecter trop de B sur certaines résidences où les emplois ont été supprimés, et il en manquera sur d'autres où les emplois ont été transférés, comme dans le cas de Villejuif.

Localement, ce sont 60 postes en Filière Gestion Publique (B et C), 32 postes d'agents C et 11 agents B en Filière Fiscale qui ne seront pas pourvus.

Sur le site d'Ivry, la situation est particulièrement sinistrée : 40% d'effectif en moins au SIP et le tiers en moins au SIE.

Nous nous étonnons d'autre part que la cellule des locaux d'habitation du CDIF ne dispose plus d'encadrement à la suite du départ du B vers l'EDRA.

En vue d'améliorer les garanties des agents et dans l'intérêt du service, la CGT revendique la définition d'une affectation la plus fine possible - par exemple, en SIP, affectation Secteur d'assiette ou CSP.

Nous réitérons notre demande de compensation en effectif réel et en dehors de TAGERFIP les absences dans les services des élus en CAP locale et nationale (titulaires et suppléants).

COMPTE-RENDU CAP LOCALE de CATEGORIE B

Siégeaient pour la CGT : Anne-Marie SCHMITTER, Christian AFFRAIX, Christian BREL.

En réponse à notre déclaration liminaire, le directeur départemental indique que le problème des suppressions d'emploi vient plutôt du cadencement de ces suppressions que des réformes qui en sont la cause.

D'après lui, le déficit des emplois provient d'une mauvaise répartition des emplois au plan national.

Pour les pôles FI, le directeur botte en touche et propose le recours aux inspecteurs EDRA FI pour renforcer le service de Villejuif notamment.

Quant à notre demande sur une affectation plus fine, le directeur répond qu'il faut laisser une marge de gestion aux chefs de services locaux.

La CGT rappelle que le déficit global au niveau national est de 350 agents C et de 650 agents B. Le déficit n'est donc pas du à une mauvaise répartition.

L'appel de la liste complémentaire au 1^{er} octobre 2012 (60 agents C, 15 agents B Filière Fiscale et 2 agents B Filière Gestion Publique) ne suffira pas à compenser ce déficit, ni l'affectation d'EDRA dont la durée des missions est de maximum 3 mois. Il faut des agents permanents.

Nous rappelons que le corps d'EDRA n'est pas une agence intérim et les EDRA n'ont pas pour but de suppléer les vacances d'emplois permanents.

Comme constaté au niveau national, le mouvement des cadres B reste déficitaire :

RESIDENCES	Emplois implantés	Solde après Mouvt	% Solde/Eff, théorique	SIP Solde	SIE Solde	Pole CE	Pole FI
BOISSY	16	1,8	11,25%	1,6	0,2		
CHAMPIGNY**	35	-2	-5,71%	-1,2	-0,6	-1,2	
CHARENTON	12	-0,2	-1,67%	0	-0,2		
CHOISY	20	1	5,00%	0	1		
CRETEIL	32	-1,3	-4,06%				
IVRY	14	-5	-35,71%	-2	-3		
L'HAY LES ROSES	16	1,1	6,88%	1,5	-0,4		
MAISONS ALFORT	16	-0,5	-3,13%	0	-0,5		
NOGENT	25	-1,1	-4,40%	-0,3	-0,6		-0,2
SAINT-MAUR	20	-1,4	-7,00%	-0,2	-1		-0,2
VILLEJUIF	24	-3	-12,50%	-1	-1		-1
VINCENNES	35	-0,3	-0,86%	-0,8	0,7	0	-0,2
VITRY	23	-1,4	-6,09%	-0,7	-0,2	-0,5	
DIRECTION	30	3,3	11,00%				
CDIF	8	-1,2	-15,00%				
CH*	26	-2,1	-8,08%				
EDRA	20	-1,4	-7,00%				
TOTAL B	372	-13,7	-3,68%				
* CH1(-,4); CH2(-1); CH3(-,6); CH4(-,1)							
**A Champigny, la différence -2 -3 s'explique par la compensation d'un congé parental par un ALD							

Le mouvement local se caractérise plus précisément par :

- 69 mouvements en départ dont 31 en interne et 28 extérieurs
- 72 mouvements en arrivée dont 32 en interne, 11 arrivées extérieures et 21 premières affectations

VOTE : CGT - SOLIDAIRES - FO : Contre / Administration : Pour

Le vote CGT est motivé par la situation déficitaire du département et plus particulièrement celle endémique du site d' Ivry-sur-Seine.